

Youth in Rural Emigration Towards Fez Impact Upon Academic and Socio-professional Routes

Bernard SCHLEMMER
CEPED (IRD - UPD - INED, France)

Panel 142: Education, Knowledge and Mobility in Africa

Les jeunes en migration rurale vers Fès
Impact sur les trajectoires scolaires et socioprofessionnelles¹

Pour cette communication, je comptais parler du rapport entre les migrations rurales vers Fès et l'éducation en reprenant les résultats d'une étude de terrain effectuée au Maroc, entre 2000 et 2004, sur l'insertion sociale et professionnelle que peuvent connaître les enfants travailleurs en fonction de leurs trajectoires d'apprentissage (scolaire et/ou professionnel). Mais je ne m'intéressais pas particulièrement, alors, à leur situation vis-à-vis de la migration. J'ai essayé de reprendre mes données sous cet éclairage, mais sur le plan de l'analyse qualitative des entretiens, qui n'avaient donc pas été menés en ce sens, le résultat n'est pas probant ; je n'ai donc à présenter, de nouveau, qu'une série de tableaux montrant des corrélations. J'espère que celles-ci vous paraîtront cependant heuristiques.

La population interviewée est composée de travailleurs (mais pas de travailleuses, interviewer les femmes soulevant trop de difficultés) ayant commencé leur vie professionnelle avant leur 15^{ème} année, dont la très grande majorité résident dans le quartier populaire traditionnel de Fès-médina. Les interviewés (177) ont été invités à détailler leur trajectoire personnelle, mais aussi celle de l'ensemble de leurs frères et sœurs, ce qui nous donne une population de 959 individus, ce que nous appelons notre « échantillon élargi ». Parmi les garçons, 244 ont un parcours suffisamment avancé pour estimer que leur insertion actuelle, sauf accident majeur, ne devrait pas connaître de profondes modifications, et suffisamment bien renseigné pour être exploitables. Ils forment ce que nous appelons notre « échantillon restreint ».

Il est impossible, dans le cadre de cette contribution, de détailler les méthodes que j'ai dû élaborer pour évaluer l'insertion sociale et professionnelle. Disons seulement que le nombre des parcours recueillis m'a permis de « bricoler » un indice distinguant :

- une insertion « faible », pour les parcours aboutissant à une reconnaissance sociale dévalorisante, liée à des métiers mal rémunéré, peu stable et sans grande qualification ;
- une insertion « normale », pour les parcours aboutissant au même positionnement social et professionnel que la majorité de l'entourage urbain ;
- une insertion « réussie » pour les parcours aboutissant à une relative élévation sociale liée à un statut mieux considéré que celui de son père ;
- une insertion « exceptionnelle » pour les parcours aboutissant à ce qui est perçu comme une véritable ascension sociale.

¹ Please forgive sending a french version, I did not had time for translation

Comment se répartissent ces trajectoires, classées par l'origine plus ou moins rurale ou urbaine des familles ?

Nous avons donc repris nos données en distinguant, dans notre population, trois sous catégories, classées selon leur origine :

- ceux nés en milieu rural et qui ne sont venus à Fès que par la suite sont classés comme « ruraux » ;
- ceux qui sont nés à Fès, mais dont la famille, ayant migré à Fès avant leur naissance, est d'origine rurale, sont désignés comme étant « semi-ruraux »,
- et les individus nés à Fès de père eux-mêmes nés à Fès sont considérés comme « urbains ». Nous obtenons alors le résultat suivant :

Tableau 1

Insertion sociale et professionnelle, selon l'origine géographique

Origine	Insertion				Total
	“faible”	“normale”	“réussie”	“exceptionnelle”	
rurale (n = 75)	50,5 % (38)	40 % (30)	9,5 % (7)		100 %
semi-rurale (n = 61)	28 % (17)	52,5 % (32)	19,5 % (12)		100 %
urbaine (n = 108)	26 % (28)	50 % (54)	18,5 % (20)	5,5% (6)	100 %
Total (N = 244)	34 % (83)	47,5 % (116)	16 % (39)	2,5 % (6)	100 %

Il apparaît que les enfants d'origine rurale ont sensiblement plus de difficultés que les autres, mais que, dès la seconde génération (celle née à Fès d'un père né à la campagne), l'origine rurale de la famille ne représente plus guère un handicap : leur répartition sur l'échelle de l'insertion sociale et professionnelle est extrêmement proche de celui des enfants qui sont de familles urbaines.

L'école est-elle responsable de cet état de fait ?

On le sait, le taux de scolarisation, au Maroc, est sensiblement moins élevé pour les populations rurales que pour les populations urbaines. Au moment de l'enquête, on comptait, en zone rurale, moins d'un habitant scolarisé sur trois, contre plus d'un citadin sur deux, selon les statistiques de la région de Fès-Boulemane qui inclut la quasi-totalité de notre échantillon, et moins de trois ruraux sur cent poursuivant jusqu'à l'enseignement supérieur, contre plus de dix pour cent des urbains. Ce qui signifie que l'écart était plus élevé encore, puisque ces statistiques incluent les nouveaux migrants, dès lors qu'ils habitent en ville au moment du recensement, baissant d'autant la moyenne des scolarisés urbains. Ce facteur discriminant se retrouve dans l'ensemble des parcours scolaires connus de notre « échantillon élargi » :

Tableau 2

Niveau d'études atteint selon l'origine géographique

Origine	n'ont pas achevé le cycle obligatoire* voire n'ont pas été scolarisés du tout	Niveau d'études		Total
		ont fini le collège voire été au lycée	ont le baccalauréat voire ont été au-delà	
rurale (n = 296)	79 %	19,5 %	1,5 %	100 %
semi-rurale (n = 240)	66 %	30 %	4 %	100 %
urbaine (n = 423)	62,5 %	33 %	4,5 %	100 %
<i>Total (N = 959)</i>	<i>68,5 %</i>	<i>28 %</i>	<i>3,5 %</i>	<i>100 %</i>

* Le cycle obligatoire comprend l'enseignement primaire, de 7 à 12 ans, et le collège, de 13 à 15 ans.

Ce tableau confirme le poids de l'origine rurale dans la scolarisation des enfants : ceux qui sont récemment arrivés en ville sont moins scolarisés que les autres. Mais on est frappé, à nouveau, de constater la rapidité avec laquelle, au cours de son processus d'intégration urbaine, la population d'origine rurale se transforme : les « semi ruraux », ceux nés en ville mais dont les parents sont d'origine rurale, ont des cursus scolaires relativement similaires à ceux qui sont urbains depuis plus d'une génération.

Comment se répartissent ces trajectoires, classées par niveau de scolarité atteint ?

Nous avons déjà remarqué auparavant qu'il est utile de suivre l'école, que les diplômes ont du sens et, même si les effectifs de ceux qui ont le collège ou, de façon plus marquée encore, le bac, sont réduits, que le collège, déjà, permet d'avoir de meilleurs espoirs de réussite, et que le baccalauréat est une barrière efficace contre l'échec total.

Tableau 3

Insertion sociale et professionnelle selon le niveau de scolarisation atteint

Niveau d'études	Insertion				Total
	"faible"	"normale"	"réussie"	"exceptionnelle"	
ont le baccalauréat voire ont été au-delà (n = 12)		(1)	(5)	(6)	(12)
ont fini le collège voire ont été au lycée (n = 28)	(6)	(16)	(6)		(28)
n'ont pas achevé le cycle obligatoire voire n'ont pas été scolarisés du tout (n = 204)	38 % (77)	48,5 % (99)	14 % (28)		100 % (204)
<i>Total (N = 244)</i>	<i>37,5 %</i>	<i>42 %</i>	<i>15,5 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>100 %</i>

Le tableau 3 croise, pour l'ensemble de notre « échantillon restreint », compte non tenu de leur origine rurale ou non, le niveau de scolarisation atteint avec l'insertion sociale et professionnelle. Il ajoute une donnée supplémentaire : si le fait d'abandonner l'école avant la fin du collège augmente les risques d'une trajectoire aboutissant à une insertion faible, cela n'est pas pour autant une fatalité, et que ceux qui sont dans ce cas peuvent même avoir une relative réussite, sinon une véritable ascension.

Dans cette sous-population la moins scolarisée, distinguons entre ceux qui n'ont pas été à l'école du tout, ceux qui ont commencé le primaire sans l'achever, et ceux qui ont été jusqu'à la fin du primaire, voire ont commencé le collège mais sans l'achever :

Tableau 4

Insertion sociale et professionnelle selon le niveau de scolarisation atteint pour ceux qui sont non ou peu scolarisés

Niveau d'études	Insertion				Total
	"faible"	"normale"	"réussie"	"exceptionnelle"	
primaire achevé, voire collège inachevé (n = 37)	(14)	(14)	(9)		(37)
primaire inachevé (n = 102)	33 % (34)	60 % (61)	7 % (7)		100 % (102)
non scolarisés (n = 65)	44,5 % (29)	37 % (24)	18,5 % (12)		100 % (65)
<i>Total (N = 204)</i>	<i>38,75 %</i>	<i>48,50 %</i>	<i>13,75 %</i>		<i>100 %</i>

Là encore, il apparaît clairement qu'il est utile de suivre l'école pour réussir une certaine ascension sociale, mais ce tableau précise que c'est à condition d'achever au moins le primaire. Surtout, la répartition de l'effectif renforce la proposition hétérodoxe déjà avancée :

nombre de ceux qui ne sont pas scolarisés du tout parviennent à une insertion sociale et professionnelle « normale », et semblent même atteindre une insertion « réussie » dans une proportion supérieure à ceux qui n'ont pas achevé leur scolarité, mais l'ont du moins débutée.

Confirmation du rapide processus d'insertion des migrants ruraux

La taille de notre effectif, nécessairement plus réduit, ne nous permet pas de détailler, en pourcentage, le tableau 3 en fonction de l'origine géographique rurale ou non des individus, sinon pour ceux qui n'ont pas été à l'école ou l'ont quittée avant la fin du cycle obligatoire :

Tableau 5

Insertion sociale et professionnelle des non scolarisés ou des moins scolarisés (N = 108)

Origine	Insertion				Total
	“faible”	“normale”	“réussie”	“exceptionnelle”	
rurale	54 % (35)	40 % (26)	6 % (4)	-	100 % (65)
semi-rurale	29 % (16)	53 % (29)	18 % (10)		100 % (55)
urbaine	30,25 % (26)	52,5 % (45)	16,25 % (14)	1 % (1)	100 % (86)
Total	37,38 (77)	48,5 % (100)	13,5 % (28)	0,5 % (1)	100 % (206)

Il semble bien que l'origine rurale, la faible scolarisation et le faible nombre de trajectoires d'insertion sociale et professionnelle ascendante coïncident et, réciproquement, que l'origine urbaine, une scolarisation plus souvent poursuivie et de plus nombreuses trajectoires ascendantes coïncident tout autant. Mais on devine, à nouveau, la rapidité avec laquelle, au cours de son processus d'intégration urbaine, la population d'origine rurale migrant en ville se transforme. Ceux qui sont nés en ville mais dont les parents sont d'origine rurale, en effet, présentent ici des cursus scolaires et des trajectoires relativement similaires à ceux qui sont urbains depuis plus d'une génération : quand une majorité des ruraux n'atteignent qu'une insertion faible, les « semi ruraux », comme les urbains ont en majorité une insertion « normale », et une proportion déjà notable d'insertions « réussies »

Le rapport à l'école et l'origine plus ou moins rurale ou urbaine des familles

Nous avons également montré, dans une précédente exploitation de « l'échantillon élargi » et pour lesquels ce point est suffisamment renseigné (N = 372), qu'une majorité des enfants ayant quitté l'école sans absolue nécessité déclaraient avoir d'eux-mêmes choisi d'abandonner les études et que les parents renonçaient avec une étonnante facilité à imposer à

leurs enfants une scolarité pourtant obligatoire. Tout se passe comme si quitter l'école n'avait pas tellement d'importance à leurs yeux.

Nous reprenons ces données en distinguant selon l'origine plus ou moins rurale ou urbaine des parents. Bien entendu, nous ne tenons compte que des retraits de l'école qui correspondent à une décision, soit des parents, soit de l'enfant et à une décision qui résulte d'un choix, c'est-à-dire qu'elle n'est pas imposée, ni par une absence d'offre scolaire (école très éloignée, en zone rurale), ni par une impérieuse nécessité (enfant suffisamment âgé et dont le père, seule source de revenu pour le ménage, viendrait de décéder ou serait rendu brusquement incapable de gagner sa vie).

Tableau 6

Auteur de la prise de décision de non-scolarisation ou de déscolarisation prématurée

Origine :	Auteur de la prise de décision				Total
	Les parents		L'enfant lui-même		
	pour des motifs d'ordre financier	pour d'autres motifs			
rurale	14 % (15)	35 % (38)	51 % (55)		100 % (108)
semi-rurale	17,3 % (18)	16 % (17)	64% (69)		100 % (104)
urbaine	10 % (16)	10,5 % (17)	79,5 % (127)		100 % (160)
<i>Total</i>	<i>13 % (49)</i>	<i>19,5 % (72)</i>	<i>67,47 % (251)</i>		<i>100 % (372)</i>

On notera la forte proportion de familles rurales qui refusent de, ou renoncent à scolariser leurs enfants pour des motifs autres que leurs difficultés à faire face aux frais de la scolarisation. Elles se trouvent 35 % à être dans ce cas. Pour les familles urbaines, et même pour les familles arrivées récemment en ville, cette proportion chute de plus de moitié (à nouveau, on peut constater la rapidité de leur adaptation aux normes urbaines, ici par un changement d'attitude vis-à-vis de l'obligation scolaire).

On notera également le nombre – *a priori* tout à fait surprenant pour qui vit dans un pays où l'école est instituée et où la question de savoir si l'on va scolariser ou non ses enfants d'âge scolaire ne se pose tout simplement pas – de familles où l'enfant décide lui-même s'il continue d'aller à l'école ou non. Ceci était déjà au cœur de nos précédentes analyses, mais distinguer selon l'origine géographique nous apporte ici un autre élément important : on pouvait s'attendre, en effet, à ce que ce nombre soit plus important pour les enfants d'origine rurale que pour les urbains de Fès même. Or, non seulement il ne diminue pas avec la migration, mais se révèle le plus élevé parmi les familles urbaines.

Ce que les entretiens nous avaient révélé, c'est que si, à Fès, les parents renonçaient si aisément à imposer leur point de vue (voire tout simplement n'ont pas de vrai point de vue, estiment avoir fait leur devoir en mettant l'enfant à l'école), c'est que l'idée selon laquelle le processus d'insertion sociale et professionnelle passerait obligatoirement par la scolarisation leur était totalement étrangère. En fait, dans cette ville où l'artisanat est une option ouverte

pour les enfants non scolarisés, et où les maîtres artisans regardent avec suspicion les enfants trop intellectuellement armés pour ne pas devenir des concurrents redoutés, le savoir scolaire n'est pas considéré comme un allant de soi, voire même est senti comme un handicap, au moins une perte de temps.

En guise de conclusion

Notre étude n'est donc pas représentative du Maroc, mais de la seule ville de Fez. Ni des enfants travailleurs, mais des seuls garçons travailleurs. Cela doit être rappelé, car ces résultats s'expliquent par le rapport aux savoirs qui caractérise le milieu, dominant ici, de l'artisanat. Sans doute les résultats seraient-ils différents si nous avions mené la même étude dans la ville de Casablanca, par exemple, où le poids de l'artisanat ne pèse pas autant que dans le cas présent. Reste que, si les effectifs ne sont pas suffisants pour le démontrer de façon probante, ils nous suggèrent que les populations migrant en ville s'intègrent plus rapidement qu'on ne le croit, en une génération, soit en adaptant les mêmes modèles d'insertion par l'école, soit en apprenant à jouer des opportunités du marché de l'emploi en ville en adoptant les trajectoires professionnelles qui leur sont ouvertes.

Sur un plan plus général, l'étude ne nous a pas seulement montré que la scolarisation ne garantissait pas la réussite à venir de la trajectoire d'insertion sociale et professionnelle des enfants de familles populaires – ce qui n'est pas une découverte. Elle nous a aussi montré qu'elle n'était pas la seule voie d'insertion réussie. Pour ceux qui ne peuvent pas poursuivre leurs études jusqu'à l'obtention du baccalauréat – premier diplôme qui confère un certain avantage comparatif aux lauréats issus de ces classes populaires –, la mise au travail, en lieu et place de la mise à l'école, et à tout moment du cursus scolaire obligatoire, peut constituer une option parfois aussi efficace que l'école, pour réussir ce processus d'insertion.

Faut-il en déduire que développer l'offre scolaire, en zone rurale particulièrement, est une politique erronée ? Certainement pas. Mais il importe certainement de ne pas se contenter d'améliorer l'offre scolaire en termes d'infrastructure seulement : il est plus que temps de penser au contenu même de l'enseignement et de l'éducation qui sont transmis par l'école, et qui semblent répondre si insuffisamment aux besoins des familles populaires.

Tout ce que je peux conclure, c'est d'insister sur la responsabilité des sciences sociales pour développer la réflexion sur ces thèmes, d'autant que la tendance est de considérer le travail des enfants comme un mal en soi, et qu'il en résulte que la pression est forte pour voir l'agenda de l'éducation pour tous en termes essentiellement quantitatifs.